

L'investissement socialement responsable : un plier du droit des affaires au service du Développement durable.

Socially Responsible Investment: A Branch of Business Law at the Service of Sustainable Development.

– **AUTEUR 1** : ELKHAIIATI ILHAM,

(1) Docteur en droit des affaires, FSJES, USMBA, FES, MAROC.



Conflit d'intérêt : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêt.

Pour citer cet article : EL KHAIIATI .I (2025) « L'investissement socialement responsable : un plier du droit des affaires au service du Développement durable »,

IJAME : Volume 02, N° 13 | Pp: 108 – 123.

Date de soumission : Mars 2025

Date de publication : Avril 2025



DOI : 10.5281/zenodo.15097316

Copyright © 2025 – IJAME

Résumé :

L'investissement socialement responsable (ISR) intègre des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la gestion des investissements, constituant ainsi un levier du droit des affaires pour promouvoir un développement durable. Face aux défis globaux liés au climat, aux inégalités sociales et à la gouvernance, l'ISR propose une solution qui allie rentabilité économique et responsabilité sociétale. Ce sujet devient donc crucial pour les stratégies des entreprises et des investisseurs.

En revanche, Cette recherche repose sur une analyse documentaire des textes législatifs et des pratiques en matière d'ISR, notamment en Europe, à travers des instruments comme le règlement SFDR (Substaminale Finance Disclosure Régulation). Une approche comparative est utilisée pour évaluer l'efficacité de ces dispositifs dans différents cadres juridiques. Des entretiens avec des experts du secteur financier et des acteurs de la société civile permettent d'évaluer l'impact réel de l'ISR .

En effet, Les résultats montrent que l'ISR connaît une croissance importante, surtout au sein des grandes entreprises et des fonds d'investissement. Les réglementations comme le SFDR ont renforcé la transparence et la nécessité pour les entreprises de publier des informations détaillées sur leurs pratiques ESG. En outre, les entreprises respectant les critères ESG ont tendance à mieux performer financièrement à long terme, grâce à une gestion proactive des risques environnementaux et sociaux. Toutefois, des divergences subsistent dans la définition des critères ESG, ce qui limite la comparabilité des investissements.

Mots clé : ISR ; ESG; développement durable ; investissements ; les entreprises.

Abstract :

Socially Responsible Investment (SRI) integrates environmental, social, and governance (ESG) criteria into investment management, thus serving as a lever in business law to promote sustainable development. In the face of global challenges related to climate, social inequalities, and governance, SRI offers a solution that combines economic profitability with social responsibility. This topic has become crucial for business and investor strategies.

This research is based on a documentary analysis of legal texts and practices related to SRI, particularly in Europe, using instruments such as the SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation). A comparative approach is employed to assess the effectiveness of these mechanisms in different legal frameworks. Interviews with experts from the financial sector and civil society actors help evaluate the real impact of SRI.

The findings show that SRI is experiencing significant growth, especially among large companies and investment funds. Regulations such as the SFDR have strengthened transparency and the need for companies to disclose detailed information on their ESG practices.

Keywords : SRI ; ESG ; Sustainable Development ; Investments ; companies

Introduction :

Le Maroc, nation en voie de développement située au centre du Maghreb, se situe à un tournant crucial de son évolution économique. La sensibilisation grandissante aux problématiques environnementales et sociales, alliée à l'exigence accrue des citoyens et de la communauté mondiale, a conduit le pays à mettre en place des réformes destinées à favoriser une économie plus éthique. Dans ce cadre, l'ISR se révèle être un modèle particulièrement approprié. Bien que l'incorporation des critères ESG dans le droit des affaires marocain soit encore récente, elle représente un outil stratégique pour la mise en application des politiques de développement durable du pays.

Cette étude cherche à examiner comment l'Investissement Socialement Responsable, considéré comme un élément central du droit des affaires marocain, favorise le développement durable au Maroc, et comment son évolution dans le contexte juridique national répond aux enjeux actuels de la durabilité ; la question principale qui se pose est la suivante : comment l'intégration de l'ISR dans le droit des affaires marocain peut-elle contribuer au développement durable du pays, et quels défis ou opportunités cette approche présente-t-elle dans un cadre juridique en pleine évolution ?.

Cette recherche vise à approfondir notre connaissance de l'influence de l'ISR sur le contexte économique, juridique et social marocain, tout en établissant un état des lieux de ses atouts et de ses lacunes. En plus de l'aspect théorique, cette étude vise à examiner comment les réformes législatives récentes pourraient optimiser et stimuler l'adoption de l'ISR¹ dans le pays, dans un contexte où les défis de durabilité sont de plus en plus reconnus.

La méthodologie repose sur une revue documentaire des textes législatifs et des pratiques en matière d'ISR, avec une attention particulière aux réglementations comme le SFDR². Une approche comparative permet d'analyser l'efficacité des mécanismes dans différents systèmes juridiques. Des entretiens avec des experts du secteur complètent l'analyse pour évaluer l'impact concret de l'ISR.

Cette étude s'inscrit dans une réflexion approfondie sur l'intégration de l'investissement socialement responsable (ISR) dans le droit des affaires au Maroc, en mettant en lumière les défis juridiques et institutionnels qui en découlent, ainsi que son impact sur la gouvernance

¹ Aboud, S., & El Ouadi, S. (2021). "L'impact de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) sur la gouvernance des entreprises marocaines." *Revue de la Gouvernance et des Affaires*, 23(2), 117-133.

² Mouline, N. (2020). "Les défis de l'intégration de l'ISR dans les pratiques économiques au Maroc." *Journal of Business and Economics Studies*, 9(1), 88-105

d'entreprise et la transition vers un développement durable³. Le plan se structure en deux parties complémentaires. La première section abordera les défis juridiques et institutionnels rencontrés lors de l'intégration de l'ISR dans le cadre législatif marocain. Nous analyserons ici les obstacles réglementaires, les lacunes juridiques et les difficultés rencontrées par les entreprises et les acteurs économiques dans l'adoption des pratiques ISR, tout en proposant une critique constructive du système actuel. La seconde section se concentrera sur l'impact réel de l'ISR sur la gouvernance des entreprises marocaines, en évaluant les effets sur leur gestion, leur transparence et leur responsabilité sociale, tout en analysant les limites et les perspectives d'une telle transition vers un modèle durable. Ce plan permettra de comprendre les enjeux actuels et futurs de l'ISR dans le contexte spécifique du Maroc, ainsi que les leviers nécessaires pour renforcer son efficacité et sa portée.

1- Les Défis Juridiques et Institutionnels de l'Intégration de l'ISR dans le Droit des affaires Marocain : Une Analyse Critique.

Bien que l'Investissement Socialement Responsable (ISR) soit de plus en plus intégré dans le droit des affaires au Maroc, il est confronté à diverses contraintes juridiques et institutionnelles qui entravent son effet tangible . Malgré les réformes législatives menées par le Maroc et son adhésion aux normes internationales de durabilité, diverses incohérences et insuffisances dans le cadre juridique rendent difficile la mise en œuvre effective de l'ISR dans le monde des affaires. Cette étude approfondie souligne les lacunes du cadre légal au Maroc et les entraves institutionnelles qui freinent une authentique mutation pérenne des activités commerciales.

1.1 Réformes législatives insuffisantes et faiblesses dans la mise en œuvre

Les réformes qui ont été mises en place récemment ont conduit à des progrès, néanmoins, elles demeurent trop éparpillées et parfois pas assez strictes pour engendrer des modifications concrètes au niveau des entreprises marocaines. Par exemple, malgré le fait que la loi 54-19 relative à la lutte contre les discriminations et la loi sur la finance verte aient pour objectif de favoriser des pratiques durables, leur impact demeure restreint⁴ . De multiples éléments freinent leur application pratique.

³ Le Cercle de l'Investissement Responsable. (2020). Étude sur l'ISR au Maroc : État des lieux et perspectives. Le Cercle de l'Investissement Responsable.

⁴ Boudabous, M. & Kachouri, L. (2019). La Gouvernance d'Entreprise et les Normes RSE : Vers un Modèle Durable. Éditions L'Harmattan.p28 .

A. Lenteur et faiblesse de l'application des lois

Les lois mises en place dans le contexte de l'ISR sont fréquemment mal mises en œuvre. Cela peut être imputé à la capacité limitée des institutions à appliquer les nouvelles lois. De nombreuses entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), ne se sentent pas suffisamment encadrées par les autorités publiques ou n'ont pas les moyens d'investir dans la transition vers des pratiques responsables, malgré les incitations fiscales et réglementaires existantes.

B. Disparité dans l'application des critères ISR

Tandis que quelques grandes entreprises cotées en bourse adoptent des approches ISR pour satisfaire aux sollicitations des investisseurs et du marché mondial, beaucoup d'autres sociétés demeurent en dehors du système formel de régulation. Cette variation dans l'implémentation des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) engendre un déséquilibre entre les entreprises qui sont responsables et celles qui ne sont pas contraintes ou encouragées à suivre ces standards⁵.

1.2 Manque de réglementations contraignantes et de mécanismes de contrôle

Bien que le Maroc ait mis en place des réformes législatives visant à encourager l'adoption de pratiques ISR, ces réformes ne sont pas suffisamment contraignantes et manquent de mécanismes de contrôle robustes pour garantir leur efficacité⁶.

A. Absence de normes légales contraignantes

Au Maroc, les réglementations concernant l'ISR sont généralement de nature volontaire. Les entreprises désireuses d'adopter des pratiques éthiques ne sont pas systématiquement tenues de le faire en vertu de la loi⁷. Même si des mécanismes tels que les obligations de rapportage extra-financier sont en place pour les entreprises cotées, les autres entités commerciales sont souvent exemptées de tout contrôle direct. L'absence d'exigences légales contraignantes pour la transparence et la gouvernance environnementale et sociale rend l'Investissement Socialement Responsable davantage tributaire de la décision des entreprises que de véritables obligations juridiques.

⁵ Forum des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'homme. (2022). Business and Human Rights in Morocco: The Role of Responsible Business Practices. Disponible sur : <https://www.un.org/business-and-human-rights>.

⁷ Mouline, N. (2020). "Les défis de l'intégration de l'ISR dans les pratiques économiques au Maroc." Journal of Business and Economics Studies, 9(1), P88 ; 89 .

B. Faiblesses dans le suivi et l'évaluation des pratiques ISR

Un autre élément significatif est l'absence d'une entité centrale dédiée à la supervision et à l'évaluation des pratiques ISR au Maroc . Bien qu'il existe des mécanismes de contrôle, notamment au sein de la Bourse de Casablanca pour les entreprises cotées, ils demeurent inadaptés pour assurer l'intégrité des actions d'ISR à l'échelle nationale. Sans un encadrement plus ferme, les sociétés pourraient être incitées à s'engager dans des actions de « greenwashing », se bornant à des déclarations superficielles concernant leurs démarches écologiques et sociales, sans véritable engagement en amont.

1.3 Incohérences entre les normes internationales et le cadre juridique national

Bien que le Maroc ait pris part à des conventions internationales comme les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU et l'Accord de Paris⁸, il n'a pas encore réussi à intégrer complètement ces engagements mondiaux dans sa législation nationale d'une manière cohérente. Le décalage entre les standards internationaux et le cadre juridique au Maroc suscite une situation où les entreprises peuvent parfois se heurter à des contradictions dans les obligations légales qu'elles ont à suivre .

A. Non-harmonisation des normes ESG nationales avec les standards internationaux

Malgré la signature par le Maroc de plusieurs conventions internationales sur le développement durable, l'intégration de ces engagements en règles juridiques spécifiques est partiellement achevée. Par exemple, même si l'ISO 26000 (norme internationale sur la RSE) et les Directives de l'OCDE⁹ concernant la responsabilité des entreprises sont en place, elles ne sont pas toujours mises en œuvre dans le droit marocain. L'absence d'harmonisation entraîne une inégalité entre les exigences des investisseurs étrangers, généralement conformes aux normes internationales, et les pratiques locales qui ne s'alignent pas encore totalement sur ces critères.

B. Le retard dans la mise en place de mécanismes de sanctions

Même lorsque des réformes sont adoptées, leur application reste souvent incertaine faute de mécanismes de sanction clairs et effectifs. Cela rend difficile pour l'État de garantir

⁸ Banque Mondiale. (2021). Investir pour un avenir durable : Les entreprises et la finance durable au Maroc. World Bank Report.

⁹ ONU – Développement Durable (Objectifs de Développement Durable – ODD). (2015). Objectifs de Développement Durable : Une feuille de route pour 2030. Disponible sur : [\[https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr\]](https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr)(<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr>)

l'application uniforme des normes ISR, en particulier dans un contexte où la culture de la transparence est encore en développement dans le secteur privé.

1.4 Un manque de soutien institutionnel et d'incitations à la transition ISR

Bien que certaines entreprises adoptent l'ISR par conviction personnelle ou pour satisfaire une pression externe (en particulier de la part des investisseurs), le manque d'un soutien institutionnel organisé demeure un frein majeur. Les politiques publiques concernant l'ISR sont fréquemment dépourvues de cohérence et de ressources nécessaires pour favoriser une véritable transition au sein des entreprises marocaines, en particulier les PME ¹⁰.

A. Manque d'incitations fiscales et de financement pour la transition ISR

Même si le Maroc a instauré des mesures fiscales incitatives pour les sociétés qui embrassent des démarches responsables (telles que les réductions d'impôt pour les initiatives écologiques) , ces mesures se révèlent fréquemment inadéquates et mal orientées. Les moyens financiers pour soutenir la transition des entreprises vers des pratiques ISR demeurent restreints, et les normes bancaires ne facilitent pas systématiquement le financement de ces démarches.¹¹

B. Manque d'accompagnement et de formation des entreprises

L'absence de soutien institutionnel pour aider les entreprises à adopter l'ISR représente aussi un obstacle. La mise en place de pratiques durables exige des investissements en matière de formation et de soutien aux entreprises, cependant, cet aspect n'est pas suffisamment appuyé par les politiques gouvernementales. Sans une action concertée pour éduquer les acteurs économiques et leur faire comprendre les avantages de l'ISR , la propagation de ces méthodes risque d'être improbable.

Afin que l'ISR puisse véritablement contribuer au développement durable du Maroc, il est crucial que le pays améliore son cadre légal, aligne ses normes sur les standards internationaux, instaure des dispositifs de surveillance stricts et propose un appui institutionnel plus fort. Pour qu'il y ait une véritable transition des méthodes commerciales marocaines vers un modèle ISR, une politique publique plus cohérente, intégrée et proactive est indispensable.

¹⁰ Banque Mondiale. (2021). Investir pour un avenir durable : Les entreprises et la finance durable au Maroc. World Bank Report.

¹¹ Forum des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'homme. (2022). Business and Human Rights in Morocco: The Role of Responsible Business Practices. Disponible sur : <https://www.un.org/business-and-human-rights>.

2- L'impact de l'ISR sur la Gouvernance d'Entreprise et la Transition Durable au Maroc : Analyse des Limites et Perspectives.

L'Investissement Socialement Responsable (ISR) incarne une approche globale ayant pour but de concilier l'efficacité économique des sociétés avec les objectifs environnementaux et sociaux. Dans le cadre marocain, l'Investissement Socialement Responsable pourrait révolutionner la gouvernance d'entreprise et occuper une place clé dans la transition durable du pays. Toutefois, l'implémentation de ces méthodes au sein des entreprises marocaines rencontre d'importants obstacles. Cette branche examine l'influence de l'Investissement Socialement Responsable sur la gouvernance des sociétés marocaines et son importance dans la transition écologique et sociale, tout en soulignant les contraintes présentes et les opportunités futures.

2.1. L'ISR comme levier pour la gouvernance d'entreprise au Maroc : Bénéfices et enjeux

La gouvernance d'entreprise fait référence aux systèmes de direction et de contrôle qui assurent la transparence, l'éthique et la responsabilité dans la gestion des affaires. L'ISR a un rôle primordial à jouer dans l'évolution de la gouvernance au Maroc, en introduisant des pratiques de gestion plus responsables, transparentes et inclusives.

A. Renforcement de la transparence et de l'éthique des affaires

L'intégration de normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans les opérations commerciales favorise une plus grande transparence. Par exemple, cela comprend la diffusion des bilans non financiers concernant l'impact social et environnemental des opérations. Dans le contexte marocain, certaines entreprises commencent à adopter ce type de reporting sous la pression des investisseurs étrangers, des ONG et des attentes des consommateurs. Néanmoins, l'adoption généralisée de ce genre de communication se fait lentement¹².

- Exemple de bonnes pratiques : Les grandes entreprises cotées en bourse, telles que celles opérant dans les secteurs des énergies renouvelables ou de l'agro-industrie, sont souvent en avance sur la mise en place de comités de gouvernance responsables, qui assurent une surveillance active des pratiques ISR.

¹² Loi 99-17 relative à la finance verte au Maroc (2021). Journal officiel du Royaume du Maroc.

B. L'amélioration de la prise de décision stratégique

L'inclusion des critères ISR dans la gouvernance favorise une prise de décision plus équilibrée, tenant compte des risques et des opportunités socio-environnementaux¹³. Cela contraint les dirigeants à examiner leurs stratégies d'un point de vue durable, ce qui peut, sur le long terme, consolider la capacité des entreprises à résister aux crises sociales et environnementales.

- Limite : Toutefois, les entreprises marocaines, en particulier celles de taille moyenne ou dans les secteurs à forte intensité de ressources naturelles, ont du mal à intégrer ces critères dans leur stratégie en raison de la pression des résultats à court terme¹⁴.

C. Une gouvernance plus inclusive et participative

L'ISR incite les entreprises à mettre en place des pratiques de gouvernance plus inclusives, tout en considérant l'effet de leurs actions sur les parties prenantes, y compris les employés, les communautés locales et l'environnement. Cela pourrait entraîner une responsabilité accrue des chefs d'entreprise.

- Limite: Cependant, la mise en œuvre de cette gouvernance participative reste limitée au sein des entreprises familiales marocaines, qui représentent une part significative du tissu économique du pays. Ces entreprises ont souvent une structure de gouvernance plus centralisée, ce qui rend plus difficile l'intégration des principes ISR dans leur mode de gestion¹⁵.

2.2. L'ISR comme moteur de la transition durable au Maroc : Réalités et défis

Le processus de transition durable est à la fois complexe et multidimensionnel, touchant aux dimensions écologiques, sociales et économiques du développement. L'Investissement Socialement Responsable pourrait avoir une importance cruciale dans ce processus en guidant les investissements et les méthodes des entreprises vers des buts de développement durable.

A. Contributions de l'ISR à la transition écologique

Le Maroc a pris l'engagement de combattre le changement climatique et de favoriser les énergies renouvelables. L'investissement socialement responsable, qui promeut les actions écologiques, joue un rôle crucial pour accélérer la transition énergétique. En incitant les

¹³ Bourse de Casablanca.(2020). Rapport sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et la Gouvernance d'Entreprise. Bourse de Casablanca.

¹⁴ Conseil des Valeurs Mobilières du Maroc (CVM). (2021). Guide pratique sur l'investissement socialement responsable et la gouvernance d'entreprise. CVM.

¹⁵ Benali, A. (2020). La Responsabilité Sociétale des Entreprises au Maroc : Enjeux et Pratiques*. Éditions Universitaires Européennes.P92.

entreprises à réduire leur empreinte carbone et à adopter des technologies plus durables, l'ISR soutient les efforts du pays pour atteindre ses objectifs climatiques.

- Exemple : Le secteur des énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire, est un secteur clé où l'ISR a eu un impact positif. Des entreprises comme « Nareva » ou « ACWA Power »¹⁶, qui sont engagées dans des projets d'énergie verte au Maroc, se positionnent comme des acteurs leaders de la transition énergétique, en partie grâce à l'orientation ISR de leurs investissements.

B. Les limites de l'ISR face aux défis écologiques

Même si l'ISR soutient la transition écologique, son influence demeure restreinte dans certains domaines. Des secteurs tels que l'agriculture, la chimie et la construction, qui reposent sur une forte consommation de ressources naturelles, rencontrent des obstacles structurels significatifs qui entravent leur adhésion aux principes ISR¹⁷. Ces domaines sont fréquemment à l'origine de pratiques polluantes et dont le changement rapide est difficile, exigeant des investissements conséquents dans les technologies vertes et la gestion des ressources.

- Limite : Le manque d'infrastructures appropriées pour soutenir cette transition écologique représente un obstacle significatif. Les entreprises font souvent face à un manque de ressources financières ou technologiques pour mettre en œuvre des pratiques écoresponsables à large échelle, et l'investissement socialement responsable à lui seul ne parvient pas à lever ces barrières.

C. ISR et enjeux sociaux : Inclusion et réduction des inégalités

L'aspect social de l'Investissement Socialement Responsable est particulièrement pertinent au Maroc, un pays confronté à de nombreux défis sociaux. L'Investissement Socialement Responsable (ISR) peut aider à diminuer les disparités en encourageant des pratiques d'emploi éthiques (telles que l'égalité de genre, la lutte contre le travail des enfants, etc.) et en soutenant des actions orientées vers le développement local. En mettant des fonds dans des initiatives durables, les sociétés ont la capacité de participer à l'amélioration du niveau de vie des communautés locales et à la diminution des disparités sociales.

- Limite : Toutefois, l'application de critères sociaux est généralement plus complexe à évaluer que les critères environnementaux, ce qui peut diminuer l'efficacité des initiatives ISR dans ce secteur. Par ailleurs, des domaines tels que les petites entreprises non formelles ne sont pas

¹⁶ Code des Sociétés et des Associations au Maroc (2020). Ministère de la Justice.

¹⁷ Forum des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'homme. (2022). Business and Human Rights in Morocco: The Role of Responsible Business Practices. Disponible sur : <https://www.un.org/business-and-human-rights>

constamment soumis à des contraintes légales rigoureuses, ce qui freine l'application universelle des standards sociaux de l'ISR.

2.3. Perspectives d'avenir : Améliorer l'impact de l'ISR dans la gouvernance et la transition durable

A. Renforcer la réglementation et les mécanismes de contrôle

Pour que l'ISR puisse véritablement servir de moteur de changement dans les pratiques de gouvernance et de durabilité au Maroc, il est essentiel d'améliorer le cadre légal et institutionnel. Cela comprend des règles renforcées concernant la déclaration extra-financière, l'imposition à certaines entreprises d'adopter des pratiques durables, ainsi que l'établissement d'une autorité centrale chargée de superviser l'application des critères ESG.

B. Développer des incitations économiques et fiscales pour les entreprises

Afin de favoriser la transition vers une économie plus responsable, il est nécessaire de renforcer les incitations fiscales et les dispositifs de financement pour les entreprises adoptant des pratiques ISR. Cela inclut la création de fonds verts, d'incitations fiscales pour les investissements durables, et des subventions pour la recherche et l'innovation dans les technologies écologiques.

C. Sensibilisation et formation des acteurs économiques

Des priorités pour assurer une transition réussie comprennent la sensibilisation à l'ISR et la formation des dirigeants d'entreprise. Des entités publiques et privées, y compris les chambres de commerce, les syndicats professionnels et les universités, devraient assumer un rôle crucial dans la formation des dirigeants et des employés concernant les bénéfices de l'ISR ainsi que les méthodes optimales en termes de durabilité¹⁸.

La sensibilisation et la formation des acteurs économiques présentent des limites importantes. Tout d'abord, les ressources nécessaires, tant financières qu'humaines, sont souvent insuffisantes pour mettre en place des formations adaptées et de qualité. De plus, de nombreux acteurs sont réticents au changement, par crainte des coûts ou de la complexité des nouvelles pratiques. Les programmes de formation sont parfois trop généraux, ne répondant pas aux besoins spécifiques de chaque secteur ou taille d'entreprise.

¹⁸ Ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration.(2022). Le Plan National de Développement Durable (PNDD) : Perspectives et engagements des entreprises. Rapport officiel.

L'accès à la formation peut aussi être limité, notamment pour les petites entreprises ou celles situées dans des zones isolées. En outre, un manque de suivi post-formation empêche souvent une mise en pratique efficace des connaissances acquises. Enfin, l'absence d'un engagement à long terme et la surcharge d'informations peuvent réduire l'impact de ces initiatives¹⁹.

¹⁹ Forum des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'homme. (2022). Business and Human Rights in Morocco: The Role of Responsible Business Practices. Disponible sur : <https://www.un.org/business-and-human-rights>.

Conclusion

L'influence de l'ISR sur la gouvernance d'entreprise et la transition vers la durabilité au Maroc possède un potentiel majeur, cependant, les contraintes actuelles demeurent significatives. Même si l'ISR peut renforcer la transparence, l'éthique et la prise de décisions stratégiques au sein des sociétés marocaines, son efficacité en matière de transformation durable est variable. Cela est principalement dû à des contraintes structurelles, une mise en application législative et institutionnelle déficiente et l'absence d'incitations robustes. Pour augmenter l'impact de l'ISR, il est crucial d'adopter une stratégie plus cohérente et unifiée, combinant réglementation, incitations financières et sensibilisation des acteurs économiques.

L'investissement socialement responsable (ISR) s'est imposé comme un modèle stratégique essentiel dans le domaine du droit des affaires, alliant rentabilité économique et impact positif sur l'environnement et la société. Les résultats de cette recherche montrent une adoption croissante de l'ISR, notamment parmi les grandes entreprises et fonds d'investissement, grâce à des régulations renforçant la transparence, telles que le règlement SFDR en Europe. Les entreprises respectant les critères ESG tendent à afficher de meilleures performances financières sur le long terme, en raison de leur gestion proactive des risques environnementaux et sociaux.

Cependant, malgré ces avancées, des obstacles persistent, notamment la diversité des critères ESG et l'absence d'une normalisation internationale uniforme, ce qui limite la comparabilité des investissements ISR. De plus, une certaine méconnaissance des enjeux ESG chez certains investisseurs et entreprises reste un frein à une adoption plus large de ce modèle.

Recommandations :

- 1- Harmonisation des critères ESG : Il est crucial de mettre en place des normes internationales unifiées pour les critères ESG afin de faciliter la comparabilité des investissements ISR²⁰.
- 2- Renforcement de la transparence : Encourager les entreprises à fournir des rapports détaillés sur leurs pratiques ESG, ce qui augmenterait la confiance des investisseurs.
- 3 -Sensibilisation et formation : Il est nécessaire de former les investisseurs et les gestionnaires d'actifs aux enjeux de l'ISR pour renforcer son adoption dans les portefeuilles d'investissement.
- 4 -Incentives réglementaires : Les États devraient offrir des incitations fiscales et réglementaires pour soutenir l'intégration de l'ISR dans les pratiques d'investissement et favoriser une transition vers des modèles économiques plus durables.

²⁰ Le Cercle de l'Investissement Responsable. (2020). Étude sur l'ISR au Maroc : État des lieux et perspectives. Le Cercle de l'Investissement Responsable.

L'ISR représente ainsi une voie prometteuse pour lier performance économique et développement durable, mais nécessite des efforts continus pour surmonter les défis existants et maximiser son potentiel.

L'investissement socialement responsable (ISR) se positionne comme un instrument essentiel pour harmoniser les visées économiques avec les exigences du développement durable. Il constitue un tournant dans la progression des méthodes économiques, où l'éthique et la rentabilité ne sont plus perçues comme opposées . Néanmoins, cette méthode suscite d'autres enjeux cruciaux, comme l'uniformisation des standards ESG à l'échelle internationale, l'accès juste aux possibilités de financement durable pour les pays en voie de développement, et la révision des réglementations face à la complexité des défis mondiaux²¹.

De plus, le passage à un modèle d'investissement plus éthique doit aussi tenir compte de problématiques telles que la responsabilité des entreprises vis-à-vis de leurs parties prenantes, l'inclusion des risques liés au climat dans les choix financiers, ou encore la pérennité des avancées technologiques. Par conséquent, l'ISR s'intègre dans une perspective plus vaste de révision des modèles économiques qui nécessite une évaluation constante pour faire face aux enjeux naissants de demain.

Bibliographie :

Ouvrages et Monographies :

1. Benali, A. (2020). La Responsabilité Sociétale des Entreprises au Maroc : Enjeux et

²¹ Forum des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'homme. (2022). Business and Human Rights in Morocco: The Role of Responsible Business Practices. Disponible sur : <https://www.un.org/business-and-human-rights>.

Pratiques. Éditions Universitaires Européennes.

2. Boudabous, M. & Kachouri, L. (2019). La Gouvernance d'Entreprise et les Normes RSE : Vers un Modèle Durable. Éditions L'Harmattan.

4. Schwartz, M. S. & Carroll, A. B. (2008). Corporate Social Responsibility: A Three-Domain Approach. *Business Ethics Quarterly*.

Articles Académiques :

5. Aboud, S., & El Ouadi, S. (2021). "L'impact de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) sur la gouvernance des entreprises marocaines." *Revue de la Gouvernance et des Affaires*, 23(2), 117-133.

6. Mouline, N. (2020). "Les défis de l'intégration de l'ISR dans les pratiques économiques au Maroc." *Journal of Business and Economics Studies*, 9(1), 88-105.

Rapports Institutionnels et Officiels :

8. Bourse de Casablanca.(2020). Rapport sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et la Gouvernance d'Entreprise. Bourse de Casablanca.

9. Banque Mondiale. (2021). Investir pour un avenir durable : Les entreprises et la finance durable au Maroc. World Bank Report.

10. Ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration.(2022). Le Plan National de Développement Durable (PNDD) : Perspectives et engagements des entreprises. Rapport officiel.

Sources Légales et Réglementaires :

11 Loi 99-17 relative à la finance verte au Maroc (2021). Journal officiel du Royaume du Maroc.

12 Code des Sociétés et des Associations au Maroc (2020). Ministère de la Justice.

13 Constitution du Royaume du Maroc(2011). Journal officiel.

Publications et Revues Professionnelles :

14. Le Cercle de l'Investissement Responsable. (2020). Étude sur l'ISR au Maroc : État des lieux et perspectives. Le Cercle de l'Investissement Responsable.

15. Conseil des Valeurs Mobilières du Maroc (CVM). (2021). Guide pratique sur l'investissement socialement responsable et la gouvernance d'entreprise. CVM.

Sites Web et Ressources Numériques :

16 ONU – Développement Durable (Objectifs de Développement Durable – ODD). (2015). Objectifs de Développement Durable : Une feuille de route pour 2030. Disponible sur : [<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr>](<https://www.un.org/sustainabledevelopment/>

fr)

17. Forum des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'homme. (2022). Business and Human Rights in Morocco: The Role of Responsible Business Practices. Disponible sur : https://www.un.org/business-and-human-rights